

Département d'État des États-Unis
Bureau du porte-parole
Paris-Le Bourget, France
9 décembre 2015

Propos du secrétaire d'État John Kerry à propos de la COP21 et du plan d'action après Paris

JOHN KERRY : Merci mille fois, Todd, de ces mots plus que gentils. J'apprécie vraiment beaucoup ce que vous avez dit. J'aurais peut-être préféré que vous n'utilisiez pas une notion aussi menaçante que « missile balistique ». (Rires.) Mais j'aime bien l'expression. Au moins, ça fait avancer les choses. Ambassadeur Hartley, très content de vous avoir parmi nous. Et Gina McCarthy, administratrice de l'agence américaine de protection de l'environnement (EPA), nous vous remercions de tout cœur de votre présence. Merci. (Applaudissements.)

Bonjour à tous. Et merci de nous avoir rejoints aujourd'hui. Je veux remercier tout particulièrement Todd Stern, qui a réalisé un travail extraordinaire de préparation au cours de ces dernières années, en prévision de cette conférence. Un événement comme celui-ci demande beaucoup de travail et beaucoup de patience. Je sais bien à quoi ressemblent ces réunions. Il a crapahuté partout dans le monde, a rencontré des ministres, et tout ça, loin des projecteurs et des caméras. Ce travail de préparation a demandé beaucoup d'acharnement et de détermination, et nous vous sommes extrêmement reconnaissants de la manière dont vous avez géré notre équipe. Je remercie également toute la délégation américaine présente ici. Ce n'est pas de tout repos. Et je voudrais remercier aussi toutes les autres délégations qui sont venues. Tout le monde ici présent – ministres et délégations – chacun a travaillé dur, pendant de longues heures, jours et nuits, depuis des années et des années. Nous sommes vraiment extrêmement reconnaissants.

Merci, à vous tous, d'un tel engagement envers cette cause si immensément importante. Et, cela va sans dire, merci d'avoir pris le temps de venir participer à cette conférence pendant une semaine déjà très chargée.

Comme Todd l'a dit tout à l'heure, ce n'est pas ma première conférence sur le climat.

Et je peux vous dire une chose : celle-ci est très différente des autres.

Tout d'abord, le niveau de préparation est extraordinaire. Et je sais que nous le devons beaucoup à nos hôtes, à la France, et tout particulièrement à mon ami et collègue Laurent Fabius. Je remercie les Français pour leur travail d'organisation.

Aussi, la différence c'est que, chacun de notre côté – avant même de commencer les discussions – nous avons déjà fait beaucoup de progrès.

L'année dernière, les États-Unis et la Chine – les plus grandes économies et plus gros pollueurs du monde, responsables d'environ 40 % des émissions mondiales – ont fait cause commune pour annoncer leurs engagements ambitieux respectifs de réduction de leurs émissions post-2020. Ceci est la preuve que les obstacles sur lesquels nous butons depuis des décennies peuvent être éliminés.

Et depuis, plus de 180 pays – responsables de 95 % des émissions mondiales – se sont engagés individuellement. C'est un bon signe – sachant qu'ils ont pris ces engagements avant de venir ici, ces 180 pays, chiffre qui est maintenant passé à 186. Mais ils sont venus ici et ont témoigné, en annonçant leurs contributions, de leur détermination, de notre détermination, à faire de Paris un succès. Et ce qui est extraordinaire – je n'ai jamais vu ça de toute ma vie – 140 chefs de gouvernements sont tous venus à Paris le même jour pour montrer leur engagement personnel à arriver à un accord global.

Ils savent tous, tout comme nous – et ils l'ont clairement exprimé dans leurs déclarations – que nous avons atteint un point critique. Nous sommes en présence de circonstances favorables, qui n'ont encore jamais existé, de trouver un accord. Mais en même temps, nous pouvons tous directement constater l'impact du changement climatique. Les prédictions que les scientifiques font depuis des décennies sont en train de se réaliser sous nos yeux et, dans certains cas, elles se produisent plus vite et avec plus d'intensité que ce qui était initialement estimé.

Nous nous réunissons donc cette semaine à Paris, sachant que la Conférence des Parties, cette Conférence des Parties, pourrait bien être notre meilleure chance de rectifier la destinée de notre planète. Nous nous réunissons pour trouver un nouveau chemin à suivre – qui soit durable – pour éviter le pire, pour que les conséquences les plus tragiques ne se produisent jamais.

Je sais que vous tous ici n'ignorez pas les enjeux – c'est bien pour ça que vous êtes là. Le fait est que le changement climatique affecte chaque individu, dans tous les pays, sur toute la planète. S'il y a un problème qui exige une coopération interplanétaire et de la diplomatie, c'est bien celui-là. Et personne n'en a plus conscience que la communauté de la COP, vous, les hommes et les femmes qui discutez à la table des négociations depuis des années, vous qui organisez des événements et des manifestations parallèles, vous qui lancez un appel à l'action, vous qui nous tenez au courant des négociations et vous qui permettez au reste du monde de savoir ce qui se passe et ce qui ne se passe pas.

Je sais que certains continuent de croire que le changement climatique n'est qu'un gros canular, voire une conspiration politique. Ces gens ne comprennent tellement rien à la science qu'ils croient que la montée du niveau de la mer est sans importance parce que, selon eux, les excédents d'eau vont tout simplement s'écouler des bords d'une planète plate. Évidemment, ils ont tort.

Pour tous ceux qui ne veulent pas croire à 97 % des études sur le changement climatique évaluées par des spécialistes, je voudrais souligner un point important : vous n'avez pas besoin d'être un génie pour savoir que la Terre est ronde, que le Soleil se lève à l'est et se couche à l'ouest, et que c'est à cause de la gravité que les objets tombent par terre. Vous avez le choix parmi une centaine d'exemples simples, glanés au quotidien, qui corroborent la science et les déterminations de la science. Et vous n'avez pas besoin d'être un scientifique, a contrario de ce que certains affirment, pour constater que la planète est déjà en train de changer – et que ces changements sont réels, mesurables et alarmants.

Ce sont les faits : la dernière décennie a été la plus chaude depuis le début des relevés de températures ; la décennie d'avant, la deuxième plus chaude ; celle d'avant, la troisième plus chaude.

Dix-neuf des vingt années les plus chaudes de l'Histoire ont été enregistrées au cours des deux dernières décennies. Et cette année est en passe d'être la plus chaude de toutes – notamment juillet dernier qui est le mois le plus chaud jamais enregistré.

Et je peux vous dire que dans le cadre de mes déplacements en tant que secrétaire d'État, j'ai pu le constater de mes propres yeux. J'ai visité la région du delta du Mékong au Vietnam où les inondations sont une menace pour les rizières qui subviennent aux besoins économiques et physiques de la région depuis des siècles. Quand j'étais plus jeune, j'y suis allé en servant sous les drapeaux à l'époque d'un combat entre deux manières de vivre et aujourd'hui – ironie du sort – le combat est entre la vie et les forces de la nature.

Cette année, le président Barack Obama et moi nous sommes rendus en Alaska, un État qui se trouve en première ligne dans cette lutte. J'y ai rencontré des autochtones qui ont été forcés de quitter leur terre natale pour se réfugier sur des terres plus sûres. Le président s'est rendu au pied d'un glacier qui a reculé de deux kilomètres depuis 1815, et de près de 60 mètres au cours de l'année passée.

Au cours des dernières années, ce qui était autrefois considéré comme des événements climatiques extrêmes sont devenus monnaie courante. Il est quasi impossible d'écouter les actualités sans qu'il soit fait mention d'un orage particulièrement destructeur, d'une sécheresse, d'une inondation ou d'un incendie de forêt. Certains de ces orages ne se produisaient autrefois que tous les 500 ans. À présent, ils se produisent tous les 25 ans, voire plus souvent. Pour la ville de Chennai, en Inde, novembre a été le mois le plus pluvieux de toute son histoire. Près de 300 personnes ont trouvé la mort à cause des inondations qui s'en sont suivies, 18 ont péri quand un générateur alimentant un hôpital qui a été inondé a endommagé les systèmes d'approvisionnement en oxygène. Je veux donc souligner que les États-Unis sont solidaires des Indiens et que nous apportons notre soutien et notre assistance pour faire face aux impacts destructeurs de ces inondations.

Malheureusement, ces situations record ne se limitent pas à un seul pays ni à une seule région. Elles se produisent partout. Prises ensemble, ce sont des avertissements qu'aucune personne de bon sens ne devrait ignorer. Ce qui est vraiment troublant, c'est que cela correspond parfaitement à ce que les scientifiques avaient prévu. Cela fait des décennies que la science essaie de nous prévenir, haut et fort. Nous savons aussi que si nous continuons sur la même voie et que tout le monde reste les bras croisés à attendre que quelqu'un d'autre prenne la situation en main, devenez ce qui va se passer ? La situation va s'aggraver de manière exponentielle.

Pour parler sans détours, si la communauté internationale ne prend pas des mesures draconiennes dès maintenant pour sortir d'une économie qui génère d'importantes émissions de carbone, nous allons causer des dommages inimaginables à notre habitat, notre infrastructure, notre production alimentaire, nos approvisionnements en eau et, potentiellement à la vie sur terre. Il ne faut pas se leurrer. Si la communauté internationale ne parvient pas à serrer les coudes et qu'elle refuse de prendre le problème en mains, si nous continuons de laisser des contournements calculés se mettre en travers de l'urgence de la situation, nous serons à blâmer pour un échec de moralité collective avec des conséquences historiques. Nous ne sommes pas responsables vis-à-vis de nous-mêmes seulement : nous sommes

responsables vis-à-vis du futur. Nos enfants et nos petits-enfants ne manqueront pas de nous demander comment, à nous tous, nous avons pu être si aveugles, si idéologiques et même si dysfonctionnels que nous n'avons pas réussi à réagir face à des faits qui avaient été confirmés par tant de scientifiques, par un si grand nombre d'études, sur une période aussi longue et avec tellement de preuves à l'appui.

Mes amis, nous n'aurions pas d'excuses, aucune. C'est pourquoi nous devons agir dans les 36 à 48 heures. Nous devons prendre les choses en mains. J'ai lu un article récemment qui comparait ces négociations à un feuilleton télé. Chaque épisode pris individuellement était dramatique et captivant, mais si vous arrêtiez de le regarder pendant quelque temps et que vous le repreniez quelques années plus tard, vous vous aperceviez que l'histoire n'avait pas avancé, et que les mêmes personnages se disputaient toujours pour les mêmes choses. Chaque fois que nous nous réunissions, Dame Nature faisait retentir ses sonnettes d'alarme, de plus en plus fort, essayant de nous prévenir qu'il ne nous restait plus beaucoup de temps pour agir.

Heureusement, nous savons qu'en réalité, il nous reste encore du temps. C'est pour cette raison que nous sommes si nombreux à avoir foi en ce que nous faisons ici. Nous sommes en présence d'un grand élan de soutien pour que des mesures soient prises sur le terrain partout dans le monde. Les maires des villes, les particuliers et les ONG ont une longueur d'avance sur les gouvernements des pays. Il n'y a pas besoin d'aller bien loin des salles de négociations pour voir que le monde est prêt, déterminé et qu'il exige des mesures globales face au changement climatique. Il suffit de se promener sur le site de la conférence pour voir les ONG, les entrepreneurs, les scientifiques, les étudiants, les chefs religieux, les législateurs, les maires, les hommes et les femmes, les enfants, tous d'horizons différents, qui sont venus ici, qui prennent le problème à bras-le-corps. Arrêtez-vous à n'importe quel stand de la zone verte ou bleue et vous verrez les choses incroyables que les innovateurs du monde entier ont imaginées, et qu'ils imaginent depuis des années.

Des gens partout dans le monde prennent des initiatives et font bouger les choses près de chez eux, dans leurs communautés. Mais ces mêmes personnes sont en attente d'un signe clair, ici à Paris, que les dirigeants ont enfin compris. Ils veulent que nous créions un cadre de travail qui leur permette d'agir encore plus. Ils veulent que les chefs d'État qui se sont exprimés avec passion pendant cette conférence la semaine dernière, et qui ont pris le temps de venir jusqu'ici, prouvent que ce n'était pas des paroles en l'air quand ils disaient qu'ils voulaient parvenir à un accord global. Ces citoyens attendent de leurs gouvernements qu'ils montrent enfin leur engagement envers une économie globale basée sur des énergies propres, type d'économie dont nous avons besoin si nous voulons assurer notre futur.

Voilà pourquoi, je veux réitérer ce que le président Obama a dit la semaine dernière, que nous, les États-Unis d'Amérique, reconnaissons notre rôle dans l'apparition de ce problème, mais que nous assumons aussi notre responsabilité pour y remédier. Si vous visitez les pavillons des différents pays, ici au Bourget, vous pourrez constater que des choses importantes sont en train de se passer, preuve de l'ampleur de l'engagement. Des pays avec des circonstances différentes ont pris d'importantes mesures qui sont ambitieuses et ont le pouvoir de faire changer les choses sur le terrain de manière à faire baisser les émissions, à s'adapter à un monde plus chaud, pour travailler avec le secteur privé à la création de modèles d'entreprise innovants, alignés sur nos buts communs pour le climat.

Mais le fait est que nous pouvons accomplir beaucoup plus encore au cours des prochains jours, des prochaines heures, ici à cette conférence. Certes, je sais que dans les réunions auxquelles nous avons tous participé les décisions sont difficiles, et les débats parfois complexes. Si ce n'était pas le cas, il y a longtemps que ces problèmes auraient été réglés. Mais, Mesdames et Messieurs, il est impératif – la situation l'exige, le moment même l'exige – que nous ne quittions pas Paris sans avoir conclu un accord ambitieux, global et durable sur le climat de la planète. Après des dizaines d'années de travail, de demi-mesures et de tentatives imparfaites visant à fédérer une action mondiale, nous savons, tous, ce qu'un accord efficace doit inclure.

Avant tout, nous avons besoin d'un accord qui soit aussi ambitieux que possible. Nous n'avons rien à perdre à être ambitieux. Aujourd'hui, nous – les Etats-Unis – annonçons officiellement notre participation à ce que nous appelons la coalition « haute ambition ». C'est un groupe de pays pleinement acquis à la conclusion d'un accord véritablement ambitieux. Pour faire face au changement climatique, il faudra obligatoirement changer la façon dont on décide d'alimenter la planète en électricité. Notre but ne doit viser rien de moins qu'une transformation constante de l'économie mondiale.

Il ne faut pas y voir un projet chimérique. Ni une idée farfelue qui fait son chemin, et pendant ce temps-là on attend que Godot arrive pour nous donner la réponse. Ce n'est pas le cas. Ce n'est pas une situation face à laquelle on peut se contenter de prier et d'espérer qu'une personne intelligente va se pointer et trouver la solution. Non. La solution, nous l'avons déjà. C'est en partie ce qui est frustrant dans tout ça. La solution au changement climatique, c'est la politique énergétique. Oui, c'est vrai, on va continuer à extraire du gaz et du pétrole pendant des années. On le sait. Mais même les pays dont l'économie est largement tributaire de la production de pétrole se tournent vers les énergies renouvelables pour diversifier leur bouquet énergétique. Permettez-moi de noter au passage que les États-Unis, qui prônent cette démarche, sont aujourd'hui le premier producteur mondial de gaz et de pétrole.

À titre d'exemple de cette transition, je citerai Dubaï, qui vient de s'engager à établir un fonds de 27 milliards de dollars pour atteindre le but que se sont fixé les Émirats, à savoir installer des panneaux solaires sur tous les bâtiments d'ici 2030 et mettre aux normes les installations relativement vétustes pour améliorer leur efficacité énergétique. Nous devons être sûrs que cet accord va faciliter les choix de politique énergétique de nature à favoriser la transformation dont nous avons besoin, mais nous devons aussi tenir compte des capacités et des besoins des divers pays.

Il nous faut aussi un accord qui soit souple. Chaque pays doit prendre en considération ses spécificités, sa politique, son économie, ses capacités. Nous respectons cet état de fait. Et il va de soi que ces facteurs peuvent changer d'une année à l'autre. Voilà pourquoi la souplesse revêt une telle importance dans cet accord, et voilà pourquoi elle doit être intégrée dans le texte.

D'aucuns ont critiqué le principe d'une cible déterminée à l'échelle nationale. Mais je voudrais vous en toucher deux mots. Nous étions à Kyoto, et nous avons essayé de faire ratifier l'accord par le sénat, mais nous n'y sommes pas parvenus. Nous avons tiré les leçons du passé. La raison pour laquelle tant de pays sont à la table des négociations aujourd'hui, la raison pour laquelle pratiquement tous les pays – tous

sauf dix – ont annoncé leurs propres cibles, c'est précisément parce qu'une démarche identique pour tous est improductive. Parce que nous avons appris, au fil des ans, que tout pays doit prendre des mesures en fonction de ses évaluations et de ses capacités, et ce sont des facteurs qui changent dans la durée.

Tout le monde va donc faire son possible, après Paris. Mais personne n'est forcé d'aller plus loin. Et personne ne devrait être intimidé en conséquence. Et il n'y a ni punition, ni pénalité. Mais il doit y avoir de la surveillance.

Nous sommes tous dans le même bain, tous partenaires. Ce concept fondamental est la raison pour laquelle cet accord peut porter et portera des fruits. Mais je tiens à souligner que le droit de venir s'asseoir à la table avec ses propres réductions nationales ne veut pas dire qu'un pays signataire pourra se permettre de ne rien faire, ou si peu. Les États-Unis soutiennent depuis longtemps le double principe des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives, chacun de nous faisant de son mieux. Il est on ne peut plus juste d'exiger davantage des pays développés, et de moduler les ambitions et les approches dans le cas de tous les autres. Nous le comprenons.

Mais pour être juste envers les citoyens du monde, il y a un point sur lequel cet accord ne devra pas faire l'impasse : c'est celui des responsabilités communes, mais différenciées. Cet accord, si nous concluons celui que nous recherchons, fait une large place à la différenciation parce que chaque pays arrive à la table avec son propre plan. C'est ça, la différenciation. Mais nous devons savoir que tout le monde est astreint au même système de transparence quant aux progrès accomplis. Pourquoi ? Pour que les leçons tirées, les technologies développées, créées, mises en œuvre et déployées, et les réductions réalisées, puissent toutes être partagées et calquées par d'autres, et ce pour que les gens puissent faire fond sur ces acquis. Et cela nous permet d'aller de l'avant dans les meilleures conditions, et les plus efficaces.

De même, nous pouvons – et nous devons – appliquer des stratégies différentes pour atteindre des buts différents, chacun les nôtres. C'est d'accord. Mais en dernier ressort nous devons nous rendre des comptes les uns aux autres et, finalement, à la prochaine génération et à celle qui suivra. Cela veut dire que nous devons obliger tous les pays à dire ce qu'ils font et à communiquer les progrès qu'ils réalisent. C'est la seule façon de savoir où nous en sommes en tant que communauté mondiale, et c'est aussi la seule façon de convaincre les secteurs public et privé que les promesses faites ne sont pas des paroles en l'air, de leur donner confiance dans notre capacité de les tenir. N'oubliez pas qu'une de nos attentes, et c'est ce qui fait toute l'importance de la conférence de Paris, ce n'est pas de partir d'ici sachant que tout ce que nous ferons permettra de limiter le réchauffement à 2 degrés, mais c'est d'envoyer au marché un signal extraordinaire, de montrer que ces 186 pays sont vraiment déterminés. Cela va aider le secteur privé à engager des capitaux dans cette entreprise, sachant qu'il y a un avenir dans cette voie durable. Voilà pourquoi on a besoin d'un système de transparence robuste et contraignant. C'est essentiel.

Ceci dit, nous avons aussi besoin d'un accord qui insiste sur l'adaptation et la résilience.

Il y a des pays, nous le savons, pour lesquels le changement climatique est aujourd'hui une menace à leur existence même. Pour eux, ce n'est pas une question d'annexes ou de pics d'émissions ; c'est une question de vie ou de mort. Hier, je me suis entretenu avec les dirigeants d'États insulaires, de petits États insulaires, qui m'ont communiqué leurs craintes légitimes de voir la mer engloutir leur nation. Or, la plupart de ces pays n'ont pas du tout contribué au problème, ou alors très peu.

L'une des dures réalités auxquelles nous faisons face, c'est que notre retard collectif a pour conséquence la nature irréversible de certains effets du changement climatique. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est la science, une fois de plus. Nous avons donc le devoir moral de nous adapter et de nous préparer à ces dérèglements et à épauler les plus vulnérables parmi nous pour qu'ils puissent en faire autant.

Cela veut dire que nous devons accroître nos efforts pour mobiliser des financements de toutes les sources possibles, tant publiques que privées. Assurément, les plus grandes économies au monde, y compris les États-Unis, doivent jouer un rôle majeur à cet égard. C'est une question de bon sens. C'est pour cela que les États-Unis ont promis d'allouer 3 milliards de dollars au Fonds vert pour le climat. C'est pour cela que la contribution des États-Unis au financement climat dépasse 2,5 milliards de dollars par an, dont plus de 400 millions de dollars par an sont versés sous forme de subventions pour les mesures d'adaptation au climat dans le monde.

Mais nous savons qu'il faut faire plus. J'ai donc le plaisir d'annoncer aujourd'hui que les États-Unis vont doubler, d'ici 2020, leurs investissements publics dans les mesures d'adaptation, sous forme de subventions. Et nous sommes prêts à fournir notre part d'efforts. Nous ne laisserons pas les nations les plus vulnérables parmi nous essayer seules la tempête, au propre comme au figuré.

Notre capacité à protéger notre avenir avant qu'il ne soit trop tard dépendra du degré auquel chacun d'entre nous, chaque pays, est prêt pour ce moment.

Comme je le disais tout à l'heure, le président Obama et moi comprenons parfaitement le point de vue de beaucoup de pays en développement en ce qui concerne la pollution au carbone. Nous les entendons.

Je peux vous assurer qu'aucun président, de toute l'histoire, ne consacre autant d'énergie à veiller à ce que les États-Unis assument leur responsabilité que Barack Obama. Il y a une raison pour laquelle cette question figure en tête de liste de l'ordre jour quand il s'entretient avec les dirigeants des pays représentés ici aujourd'hui. C'est parce qu'il y attache une très haute priorité, et qu'il la soulève dans toutes les enceintes, avec tous les moyens à sa disposition, et à tous les niveaux de son gouvernement.

Grâce aux politiques que le président Obama a mises en place, les États-Unis libèrent aujourd'hui moins d'émissions dans l'atmosphère qu'au cours des vingt dernières années. Nous avons multiplié par deux la distance que nos voitures pourront parcourir avec un gallon d'essence d'ici 2025 ; nous avons multiplié par trois la production d'électricité issue de l'énergie éolienne ; et par 30 celle provenant du solaire. Et les États-Unis ont réduit leur pollution totale au carbone à un degré inégalé par tous les autres pays de

la planète. Personne ne doit douter de notre détermination à atteindre nos objectifs ni de notre capacité à y parvenir.

Mais je l'ai dit à maintes reprises : pas un pays, pas même les États-Unis, qui sont la plus grande économie au monde et un pollueur – avec la Chine, ce sont les deux pays qui rejettent le plus de gaz, près de 40 % – pas un pays ne peut résoudre ce problème à lui seul ni payer la facture tout seul. Ce ne sont pas des paroles creuses. C'est une impossibilité matérielle, tout simplement.

Le fait est que même si tous les Américains allaient au travail à vélo, qu'ils avaient recours au covoiturage pour aller en cours, qu'ils alimentaient leur domicile en électricité exclusivement à l'aide de panneaux solaires, et que si nous plantions tous une douzaine d'arbres, si nous arrivions à éliminer toutes nos émissions domestiques de gaz à effet de serre, cela ne suffirait pas pour compenser la production de pollution au carbone provenant du reste du monde. Si tous les pays industrialisés parvenaient au stade « zéro émissions » – rappelez-vous ce que je viens de dire – cela ne suffirait pas. Pas quand plus de 65 % de la pollution mondiale au carbone vient des pays en développement. Nous ne montrons personne du doigt. Il ne s'agit pas de blâmer qui que ce soit. C'est un phénomène qui reflète les pratiques nées à l'époque de la révolution industrielle et que tout le monde a adoptées. Mais nous sommes ici pour changer la donne. Peu importe ce que fait la moitié du monde pour s'amender : si le reste du monde ne lui emboîte pas le pas, la Terre sera toujours mal en point.

La physique atmosphérique est claire : la pollution au carbone est la pollution au carbone – et elle fait autant de mal, qu'elle vienne de Baltimore ou de Pékin, de Calcutta ou du Cap.

Nous devons donc nous montrer plus intelligents quand nous pensons à l'avenir, et c'est précisément pour cette raison que nous sommes tous venus à Paris cette semaine.

Et il faut bien dire que l'année écoulée a été extraordinaire. Ça a été stimulant de voir le niveau d'engagement des pays à travers le monde face au climat. Cent quatre-vingt-six pays, qui produisent plus de 95 % des émissions mondiales. Ceux qui manquent, pour certains, sont dans des endroits du monde comme la Syrie, en plein bouleversement, et la Libye, qui n'a pas de gouvernement, et la Corée du Nord. Pensez donc à ce que cela veut dire. Ils ont annoncé, ces pays, leurs cibles de réduction, et la vaste majorité des pays en développement s'est ralliée à cette démarche. Ils ont le plus grand mérite d'avoir agi ainsi. Maintenant, il s'agit de respecter les objectifs fixés.

Je sais que de premier abord cela peut paraître difficile – difficile de justifier les investissements dans l'énergie propre quand son économie à soi est déjà mise à rude épreuve, quand on a des millions, des dizaines de millions, des centaines de millions de pauvres dans sa population, et que les sources comme le charbon et le pétrole semblent meilleur marché et plus faciles à se procurer, tout au moins à court terme.

Mais le fait est qu'à long terme la production d'énergie à forte intensité d'émissions de carbone est l'un des investissements les plus onéreux qu'un gouvernement puisse faire.

Voilà pourquoi, aux États-Unis, nous avons mis fin à l'octroi du moindre financement public à certains types de centrales électriques alimentées par des combustibles à base de carbone et de centrales au charbon, parce que la facture de l'énergie à base de carbone est loin de se limiter aux coûts de la construction et de l'exploitation d'une centrale. Ce sont des coûts qui ne se voient pas dans le bilan. L'estimation des coûts qui reflète la réalité doit tenir compte des facteurs externes – et dans le cas du changement climatique, ces facteurs sont suffisamment importants pour doubler au moins, voire tripler, les coûts initiaux. Ce n'est pas une question de six cents ; c'est deux à trois fois plus.

Par exemple, vous devez inclure le prix de la dégradation époustouflante des terres agricoles et de l'environnement, les factures d'hôpital liées à l'asthme, liées aux soins des personnes atteintes d'emphysème, les millions de décès liés à la pollution de l'air imputable à l'utilisation de combustibles fossiles. Vous devez inclure les coûts de reconstruction après des tempêtes et des inondations dévastatrices. Rien que depuis mon entrée en fonctions au poste de secrétaire d'État, en 2013, les États-Unis ont été forcés de dépenser près de 160 milliards de dollars en moins de trois ans.

C'est tout juste un aperçu de ce qui nous attend tous : l'entretien des infrastructures devant la montée du niveau des mers et face aux tempêtes plus violentes, des pannes de courant, des pertes de productivité au travail sous l'effet d'une chaleur extrême, et la liste n'est pas finie. Tous ces éléments, et plus encore, sont à ajouter aux coûts de la dépendance continue aux sources d'énergie à haute teneur en carbone.

Le doute n'est pas permis : le coût de l'adoption d'une énergie propre est bien moins élevé qu'avant et il ne cesse de baisser cela revient à moins cher que les alternatives maintenant, et à nettement moins que les conséquences du changement climatique plus tard.

Mais pour les pays en développement, je reconnais que le coût ne représente qu'une partie de l'équation. Ce n'est qu'une partie. Les pays en développement n'ont pas les mêmes moyens ni la même capacité que les autres pays, ni accès aux mêmes technologies. C'est pourquoi les plus riches d'entre nous doivent aider à mobiliser des fonds, à construire la capacité, à faciliter l'accès aux technologies peu coûteuses – et les États-Unis continueront d'agir en ce sens à un niveau renforcé.

La conférence de Copenhague a marqué une étape majeure dans cet effort lorsque les pays se sont engagés à mobiliser 100 milliards de dollars par an d'ici 2020. Et nous restons totalement fidèles à cet engagement et nous faisons des progrès importants.

Mais en fait, ce n'est qu'une part du gâteau.

Ce qui est en train de se passer dans le secteur privé est on ne peut plus extraordinaire. C'est à la fois impressionnant et primordial. Au niveau international, les financements du secteur privé en faveur de projets liés au climat s'élèvent déjà – maintenant, avant la signature d'un accord – à environ 650 milliards de dollars par an. Et plusieurs banques ont promis d'investir des milliards supplémentaires si de bonnes opportunités de projets se présentaient à elles. Citigroup vient d'annoncer qu'elle s'engageait à hauteur de plus de 100 milliards par an pendant la décennie prochaine, soit un montant deux fois supérieur à la cible qu'elle s'était fixée au départ en 2007. Récemment, Bank of America a pris

l'engagement de déboursier 125 milliards de dollars au cours de la prochaine décennie, ce qui va tripler la somme qu'elle avait pris pour objectif il y quelques années seulement. Goldman Sachs s'est engagé lui aussi à hauteur de 100 milliards pendant la prochaine décennie.

Et pour mobiliser davantage d'investissements, les États-Unis sont déterminés à travailler avec la Banque mondiale et d'autres institutions multilatérales pour faire valoir leur savoir-faire, et à inclure le secteur privé de façon à édifier le marché de l'énergie renouvelable d'aujourd'hui et de demain.

Si nous envoyons les bons signaux – si nous faisons les bons choix – le secteur privé répondra à nos attentes. Pourquoi ? Parce que l'énergie propre n'est pas seulement la solution au changement climatique. Elle représente aussi l'une des plus grandes opportunités économiques de l'histoire du monde : d'ici 2035, la demande en investissements énergétiques grimpera à presque 50 000 milliards de dollars – et une grande partie de cela sera consacré à l'énergie propre. Imaginez les possibilités commerciales – les emplois qui pourraient être créés – les millions de personnes qui sortiront de la pauvreté – dans tous les coins du globe, grâce à cette transformation. Un marché de quatre à cinq milliards de personnes aujourd'hui, qui va croître pour atteindre neuf milliards au cours des 30, 40, 50 années prochaines.

Sur le plan économique, donc, aucun pays n'a à choisir entre une mauvaise option ou une pire. Ce n'est absolument pas le cas.

Il est vrai que pendant les négociations on peut parfois avoir l'impression que rien n'a changé depuis vingt ans, comme dans feuilleton à la télé pour reprendre l'exemple de tout à l'heure. Mais en fait, pendant qu'on débat de la manière de rallier le monde à la lutte contre le changement climatique, le secteur de l'énergie propre se développe à un rythme inédit.

Considérez, par exemple, que depuis notre rencontre à Copenhague, pour la COP15, le prix de l'énergie solaire a baissé de plus de 80 % tandis que la capacité installée s'est accrue de plus de 500 %.

Le raisonnement traditionnel mettait en doute la faisabilité des sources d'énergie renouvelables dans les marchés émergents – du fait des contraintes au niveau de la capacité et de la distribution.

Mais aujourd'hui, dans de nombreux marchés émergents, l'énergie propre n'est pas seulement possible – elle est, en fait, la source la plus sûre, la plus fiable et aussi la plus abordable d'électricité pour la population.

Bon nombre de pays en développement jouissent de ressources naturelles exceptionnelles. Nous le savons. Certains sont situés relativement près de l'équateur et bénéficient d'une ressource abondante qu'on n'a pas besoin d'extraire du sol et qui est nullement polluante – c'est le soleil. D'autres pays sont régulièrement balayés par des vents très forts, notamment le long des côtes. D'autres encore, comme le Kenya et le Chili, sont situés le long de plaques tectoniques où le développement de l'énergie géothermique est une possibilité prometteuse.

Une étude récente a conclu que l'énergie propre se développe deux fois plus vite dans de nombreux pays en développement que dans les pays plus riches et il ne saurait y avoir qu'une raison à cela : l'énergie renouvelable est avantageuse pour l'économie, pour l'environnement et pour la santé.

Le monde de l'énergie vit déjà des changements spectaculaires. Il y a un an, en septembre, le président Modi – non, pas le président Modi, mais le Premier ministre Modi, a invité tous les dirigeants de la planète à créer un plan d'ensemble à long terme sur les technologies d'énergie propre. Nous avons répondu à l'appel. Lors de la première journée de cette conférence, les États-Unis, la France, l'Inde et 17 autres pays ont lancé la Mission Innovation, le programme public-privé le plus ambitieux jamais créé pour la recherche et développement sur l'énergie propre. Nos 20 pays – responsables à eux seuls de plus de 80 % de la recherche et développement sur l'énergie renouvelable – se sont tous engagés à doubler leur budget dans ce domaine sur les cinq prochaines années. Pour les États-Unis, cela signifie accroître nos investissements dans la recherche et développement de plus de 5 milliards de dollars par an. Et s'est joint à nous un groupe de 28 investisseurs milliardaires, avec Bill Gates à leur tête, tous déterminés à créer un investissement public-privé – une initiative d'investissement public-privé pour la recherche et développement en commun sur l'énergie propre. Cette initiative, conjuguée à l'Alliance solaire internationale innovante qu'a annoncée l'Inde le même jour, sera l'occasion d'arriver à des découvertes technologiques qui dynamiseront les progrès.

Il est très important de noter que ces initiatives ne font pas partie de l'accord. Elles ont été conçues et créées en sus de l'accord que nous concluerons ici. Elles ont été créées pour nous inspirer à achever nos travaux à la table des négociations et à transmettre ce message aux marchés. Et ce faisant, nous devons réfléchir à toutes les occasions de créer des partenariats à travers le monde pour réduire les émissions et accroître la résilience. Imaginez seulement où la technologie verte – le secteur tout entier – sera dans les cinq, dix ou vingt prochaines années. On n'a qu'à jeter un coup d'œil sur le chemin déjà parcouru pour comprendre jusqu'où on peut aller.

Bon, une anecdote maintenant : J'étais membre de la commission des communications, qui relève de la commission sénatoriale du commerce. Nous avons réécrit la loi sur les télécommunications de notre pays en 1996. Il y a 20 ans de cela. Nous – l'internet était encore à ses balbutiements et personne ne pensait à la transmission des données. Tout le monde se concentrait sur la téléphonie. Et en un an ou deux, toute la loi était caduque, dépassée. C'est dire à quelle vitesse les changements se produisent. Et plus nous ferons de progrès, plus nos engagements mondiaux deviendront ambitieux

Voilà qui m'amène à un dernier point que je voudrais souligner au sujet de l'accord mondial : il faut qu'il soit durable. Et cela signifie qu'il devra devenir de plus en plus solide au fil du temps. Nous ne sommes pas venus à Paris pour bâtir un plafond sous lequel tiendra tout ce que nous espérons accomplir ; nous sommes venus à Paris pour forger la fondation sur laquelle nous pouvons et nous devons – tous ensemble – continuer à bâtir.

Et le progrès que nous avons fait, au niveau des INDC notamment, est à la fois sans précédent et encourageant. Mais cela ne suffira pas. Les objectifs que nous avons annoncés, ajoutés les uns aux autres, auront un effet notable, ils feront avancer les choses. Mais ils ne permettront pas de maintenir le

réchauffement à deux degrés Celsius, ce qui d'après les scientifiques, encore une fois, est nécessaire si on veut éviter les pires conséquences – ou même encore moins que ça, si possible, 1,5 degré comme le disent certains – nous devons le faire baisser autant que possible, comme le réclament beaucoup de gens présents dans cette salle.

C'est pourquoi il est vraiment vital de garder un œil sur nos objectifs et de veiller à ce qu'ils soient aussi ambitieux que possible ; que nous sachions si oui ou non nous progressons ; que nous mettions en place un système d'évaluation de nos objectifs et que nous les augmentions à intervalles réguliers.

Vu le rythme auquel la technologie évolue, comme je l'ai mentionné précédemment, dans cinq ans, les moyens individuels d'un pays ou d'un autre pourraient énormément se développer. Et chacun de nous a la responsabilité envers sa famille, ses amis, les autres citoyens de tous les pays, les citoyens du monde aux quatre coins de la planète – nous avons la responsabilité envers les générations qui marcheront sur nos pas de veiller à non seulement faire tout notre possible, mais aussi à être totalement conscients de ce qui nous est possible d'accomplir. Ça signifie qu'il est nécessaire de faire régulièrement le bilan de nos progrès et des occasions que nous laissons passer. Ça veut dire évaluer, et dans certains cas, renforcer nos objectifs pour s'assurer que les cibles prennent en compte les développements technologiques inévitables. Ça veut dire rester concentré sur nos objectifs bien au delà de cette conférence, et c'est valable pour tout le monde. Tous ceux qui ont contribué à l'élan incroyable dont nous sommes témoins aujourd'hui doivent poursuivre leur effort. À cette fin, je continuerai personnellement à organiser des rencontres – comme je l'ai fait en marge de l'Assemblée générale de l'ONU ces deux dernières années – nous continuerons d'organiser des rencontres avec les ministres des affaires étrangères pour discuter des progrès accomplis dans nos pays et voir comment nous pouvons améliorer nos efforts.

Ce qui se passe ici à Paris est important, ça ne fait aucun doute, mais ce n'est qu'un préambule. Ne l'oublions pas un seul instant.

Nous pouvons trouver une façon de mobiliser la détermination commune qui s'impose pour venir à bout de cette menace commune. J'en suis persuadé. Je suis persuadé que nous pouvons dépasser les débats qui nous ont ralentis. Et ensemble, nous avons la possibilité d'arriver à l'accord ambitieux dont nous avons tant besoin.

Rien, absolument rien, ne justifie un autre plan d'action.

Maintenant, l'espace d'un instant, un instant seulement, accordons le bénéfice du doute aux climatosceptiques. Admettons que 97 % des études scientifiques soient erronées. Admettons que les milliers de scientifiques qui ont publié des recherches vérifiées par leurs confrères se trompent en ce qui concerne les dangers associés au changement climatique. Posez-vous la question : si on met en œuvre toutes les mesures dont je viens de parler, quel est le pire qui puisse nous arriver à cause des choix et des mesures que nous aurons prises contre le changement climatique ?

Cela nous aura permis de créer des millions d'emplois supplémentaires, nul doute. Cela nous aura permis de stimuler nos économies, et certains pays dont l'économie a ralenti ont bien besoin de ce coup

de pouce. Ils ont besoin des capitaux qui seraient investis dans l'énergie. La population serait en meilleure santé, les enfants aussi. La première cause d'hospitalisation des enfants aux États-Unis l'été, qui nous coûte des milliards de dollars, est l'asthme dû à des facteurs environnementaux. On ferait des millions de dollars d'économies au niveau des dépenses médicales, notre sécurité mondiale serait renforcée et plus durable grâce à toutes nos mesures. Cela contribuerait énormément à la stabilité du monde. Cela, mes chers amis, c'est le pire qui puisse nous arriver si on fait ces choix.

Par contre, si les scientifiques ont raison et les climatosceptiques ont tort, nous risquons la catastrophe. C'est aussi simple que ça. C'est le choix qui est devant nous. Mes chers amis, ici à Paris, maintenant, nous avons une occasion rarissime de changer le monde, d'améliorer la vie de millions de personnes. Et dans les prochaines heures, nous allons devoir travailler comme jamais pour ne pas laisser cette chance nous échapper. Nous devons faire tout notre possible pour aborder les sujets de conversation difficiles mais nécessaires, pour faire les compromis nécessaires et pour produire l'accord que le monde mérite et exige. Si chaque pays doit prendre sa propre décision, cette décision n'est pas propre à chaque pays. Il s'agit de nous tous et de la planète que nous partageons.

Notre tâche est claire. C'est maintenant que nous devons agir. Mettons-nous au travail. Merci beaucoup. (Applaudissements.)